



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Campagne-electorale-2014-Des-engagements-reclames-pour-lutter-contre-la>

Campagne électorale 2014 - Des engagements réclamés pour lutter contre la pauvreté

- Communiqués -



Date de mise en ligne : jeudi 27 mars 2014

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 27 mars 2014 - À quelques heures du dernier débat entre les cheffEs et porte-parole des partis politiques, sept organisations nationales ont pris la parole ce matin pour dénoncer le silence entourant plusieurs enjeux majeurs qui n'ont pas été traités depuis le début de la campagne électorale.

Le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ), le Collectif pour un Québec sans pauvreté, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), L'R des centres de femmes du Québec, le Réseau solidarité itinérance du Québec (RSIQ) et le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) demandent aux partis politiques de prendre leurs responsabilités en présentant des engagements pour diminuer les inégalités de revenus et pour lutter contre la pauvreté, deux défis pour ainsi dire évacués de la présente campagne électorale.

Ces organisations revendiquent incessamment un rehaussement des prestations d'aide sociale. « Dans la campagne actuelle, c'est comme si les personnes assistées sociales n'existaient pas, alors qu'il y a environ 450 000 enfants et adultes qui vivent dans des familles exclues du marché du travail », déplore Marielle Bouchard, du FCPASQ. Elle rappelle que ces personnes n'ont pas un revenu suffisant pour se nourrir et que les banques alimentaires n'ont plus assez de nourriture pour répondre à la demande. « Où est la volonté politique de faire respecter la dignité humaine au Québec ? », se questionne-t-elle.

Serge Petitclerc, du Collectif pour un Québec sans pauvreté, s'inquiète de l'accroissement des inégalités sociales au Québec : « Tous les partis se disent en faveur de la lutte à la pauvreté, pourtant il y a encore près d'un million de personnes pauvres au Québec. Il y a beaucoup de richesse ici, mais elle est dans les mains de quelques-uns. Les partis ont le devoir de nous annoncer de quelle manière ils comptent mieux la partager. » Le fossé qui se creuse entre les plus riches et les plus pauvres n'est pas étranger aux politiques d'austérité et au recours accru à la tarification des services publics.

Renée Fortin, de L'R des centres de femmes du Québec, rappelle pour sa part que les femmes sont particulièrement touchées par les hausses de tarifs et l'instauration de nouvelles tarifications, comme la taxe santé. « Les personnes en situation de pauvreté, en majorité des femmes, n'ont pas de marge de manoeuvre dans leur budget pour payer cette tarification croissante de nos services publics », insiste-t-elle.

Les organisations dénoncent le peu d'égards envers les droits économiques et sociaux que le Québec s'est pourtant engagé à respecter en adhérant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, en 1976. Jonathan Carmichael, du RCLALQ, rappelle que le droit à un logement convenable est directement lié au droit à un niveau de vie suffisant. « Alors que la population locataire a subi des augmentations de loyer moyennes de 41 % depuis le début des années 2000, le contrôle des loyers devrait faire partie intégrante des engagements des divers partis dans cette campagne », affirme-t-il.

479 775 ménages locataires du Québec, soit 37 % d'entre eux, déboursent plus que la norme de 30 % de leur revenu pour se loger. « Cela a des conséquences graves sur plusieurs pans de leur vie, comme la santé, l'éducation et l'emploi », de renchérir Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU. « Ne pas envisager de plans ambitieux pour régler le problème en développant des logements sociaux en nombre suffisant, ça ressemble à de l'aveuglement volontaire », dénonce-t-elle. Comme le RSIQ, elle s'inquiète également du sort qui sera réservé à la politique nationale en itinérance (dévoilée juste avant le déclenchement des élections) et au plan d'action qui doit la

mettre en oeuvre.

Les sept organisations réunies aujourd'hui soutiennent qu'il est inacceptable de laisser autant de gens vivre dans la très grande pauvreté alors que le Québec a les moyens d'assurer une meilleure redistribution de la richesse. Elles comptent sur le parti politique qui formera le prochain gouvernement pour adopter sans tarder des mesures fiscales qui permettront de mieux financer les programmes sociaux, comme la réduction des subventions aux entreprises, le rehaussement du taux d'imposition des sociétés, la réinstauration de la taxe sur le capital pour les entreprises financières et un meilleur contrôle du coût des médicaments.